

Montée de l'extrême droite en Europe : Les associations tunisiennes alertent des risques sur les droits des Tunisiens et des migrants

vendredi 28 juin 2024, par [Associations tunisienne en défense des droits humains](#) (Date de rédaction antérieure : 14 juin 2024).

Après l'échec des gouvernements à résoudre les crises économiques et sociales croissantes, les partis de droite et d'extrême droite ont remporté la majorité des suffrages dans un nombre important de pays européens. Ces partis sont connus pour leurs idéologies nationalistes chauvinistes, leurs positions racistes, leur opposition aux institutions démocratiques et leur non-respect des lois nationales et internationales de protection des droits humains.

Il est certain que cette victoire écrasante aura des répercussions graves sur les droits des migrants et des demandeurs d'asile. Les partis de droite et d'extrême droite qui ont toujours utilisé l'immigration comme cheval de Troie, accusent les migrant.e.s de toutes les crises causées par les politiques libérales anti-sociales, telles que l'augmentation des taux d'inflation, la hausse du chômage et le désengagement de l'État de toute responsabilité sociale.

Cette victoire aura également des répercussions sur les pays du Sud et particulièrement sur la Tunisie. La pression sur le gouvernement tunisien augmentera pour qu'il joue convenablement son rôle assigné de gardien des frontières européennes. Le régime tunisien sera récompensé, non pas pour son engagement envers les droits humains et la démocratie, mais pour sa capacité à empêcher les migrant.e.s irrégulier.e.s d'atteindre les frontières de l'Europe. Cela entraînera des violations flagrantes des droits humains, comme celles que nous avons vues de nombreuses fois depuis 2023. En particulier l'été dernier, lorsque des migrant.e.s d'Afrique subsaharienne ont été déportés dans le désert sans eau, nourriture ou abri, causant la mort de dizaines d'entre elles/eux de faim, de soif et de chaleur, au même moment où des dirigeant.e.s de droite et d'extrême droite européen.ne.s signaient un protocole d'accord avec le président Kaïs Saïed.

Il est important de souligner que le racisme et la xénophobie en Europe ne visent pas seulement les migrant.e.s et les nouveaux.elles arrivant.e.s, mais aussi les binationaux.ales et les citoyen.e.s racisé.e.s. Les enfants de migrant.e.s de la deuxième et troisième génération subissent des discriminations et sont souvent ciblé.e.s par l'extrême droite, faisant face à des préjugés et des exclusions systématiques en raison de leurs origines ou de la couleur de leur peau.

Face aux dangers que représentent ces résultats pour les migrant.e.s et aux répercussions des politiques de l'extrême droite sur les migrant.e.s tunisien.ne.s et les demandeurs.euses d'asile, ainsi que sur les droits des migrant.e.s d'Afrique subsaharienne dans notre pays et sur les droits humains en général, qui connaissent de jour en jour un recul sans précédent, les associations et organisations de défense des droits de humains en Tunisie :

- Appellent à respecter toutes les lois et législations protégeant les migrant.e.s et considèrent que

tout non-respect de ces lois constitue une violation des principes de la démocratie qui ont porté ces partis au pouvoir ;

- Rejettent fermement les politiques d'externalisation des frontières et le rôle de gardien des frontières de l'Europe assigné à notre pays.
- Appellent à une coopération maghrébine, africaine et méditerranéenne respectant les droits humains et les lois internationales relatives à la liberté de mouvement et au droit d'asile ;
- Rappellent que l'accord de partenariat entre la Tunisie et l'Union européenne signé en 1995 et entré en application en 1998, exige le respect des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit comme conditions essentielles de la coopération entre le Nord et le Sud de la Méditerranée ;
- Appellent à une coordination maghrébine, méditerranéenne et africaine entre toutes les organisations et associations de défense des droits humains pour s'opposer aux politiques racistes de l'extrême droite, qui méprisent tous les droits, lois et législations.

14 juin 2024

Premiers signataires

- Association Intersection pour les droits et les libertés
 - Association Tunisienne de Défense des Libertés Individuelles (ADLI)
 - Aswat Nissa
 - Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD)
 - Coalition Tunisienne Contre la Peine de Mort (CPCM)
 - Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
 - Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES)
 - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
 - Le Forum Tajdid
 - Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH)
 - Organisation Mondiale Contre la Torture en Tunisie (OMCT)
-